



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 18 JUIL. 2024**

portant prescriptions complémentaires à la société ETS GRUNDER  
pour l'exploitation de ses installations situées à Haguenau

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45, 46 et 49 ;
- VU** le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment l'arrêté préfectoral du 22 juin 2001 autorisant la société GRUNDER à exploiter une carrière de sable au lieu-dit « Burgbann » sur la commune de HAGUENAU pour une durée de 9 ans ;
- VU** la décision du 19 décembre 2011 portant dérogation à l'interdiction de destruction de milieux, de capture, transport, relâcher et destruction de spécimens de la faune appartenant à des espèces protégées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 autorisant la société ETS GRUNDER à exploiter une carrière de sable en renouvellement et des installations de criblage-concassage et de recyclage sur le territoire de la commune de HAGUENAU ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 11 juillet 2023 qui a fait l'objet d'une demande de compléments le 16 octobre 2023 ;
- VU** la demande de prolongation de délais d'exploitation pour une durée de deux ans déposée le 18 avril 2024 par la société ETS GRUNDER et complétée les 07 et 18 juin 2024 ;
- VU** les observations de la société ETS GRUNDER présentées le 02 juillet 2024 sur le projet communiqué le 01 juillet 2024 ;
- VU** le rapport du 08 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation d'exploiter la carrière a été délivrée pour une durée de 12 ans par arrêté préfectoral du 24 juillet 2012 ;

**CONSIDÉRANT** que la société ETS GRUNDER sollicite une prolongation de l'autorisation pour une durée de deux ans ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 181-49 du code de l'environnement dispose que : « La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation. Cette demande est soumise aux

*mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés. » ;*

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la société ETS GRUNDER, en date du 18 avril 2024, à poursuivre la mise en œuvre et le suivi des mesures compensatoires pour les espèces protégées lui incombant et plus particulièrement les mesures en faveur des amphibiens et des oiseaux ;

**CONSIDÉRANT** qu'au regard des éléments d'appréciation du dossier associé à la demande du 18 avril 2024 susvisée, il apparaît que la prolongation de délais ne constitue pas une modification substantielle au sens du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la poursuite de l'exploitation des installations classées dans le délai prolongé restera strictement circonscrit au périmètre précédemment autorisé ;

**CONSIDÉRANT** que la société ETS GRUNDER a engagé les démarches nécessaires à l'obtention d'une nouvelle autorisation pour la poursuite de ses activités d'exploitation d'une carrière de sable rouge et de recyclage de matériaux inertes ;

**CONSIDÉRANT** que le renouvellement de l'autorisation demandé est circonscrit au périmètre autorisé et n'implique pas de consommation foncière supplémentaire ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de renouvellement de l'autorisation prévoit une diminution du tonnage annuel à extraire de 50 000 à 20 000 m<sup>3</sup> par rapport à la précédente autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que la société ETS GRUNDER a déposé une demande d'autorisation d'exploiter la carrière de sable rouge de Haguenau sans extension et que le dossier est actuellement en cours d'instruction ;

**CONSIDÉRANT** que la demande du 18 avril 2024 vise notamment à assurer la continuité de l'activité dans l'attente d'une nouvelle autorisation ;

**APRÈS** communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

**SUR PROPOSITION** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – PROLONGATION DE LA DURÉE D'EXPLOITATION**

Le délai accordé à la société ETS GRUNDER pour l'exploitation de la carrière de sable rouge située route de Schirrhein, lieu-dit Burgbann à HAGUENAU (67500) est prolongé jusqu'au 24 juillet 2026.

### **Article 2 – GARANTIES FINANCIÈRES**

Dans le délai prévu à l'article 1 du présent arrêté, le montant maximum des garanties financières permettant la remise en état est de 74 824 € (soixante-quatorze mille huit cent vingt-quatre euros).

### **Article 3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Dans le délai prévu à l'article 1 du présent arrêté, la poursuite de l'exploitation de la carrière est strictement circonscrite au périmètre décrit dans le dossier de demande d'autorisation auquel il est fait référence au chapitre 1.3 de l'arrêté du 24 juin 2012 susvisé.

Concernant le plan de phasage, l'exploitation de la dernière phase est étendue jusqu'au 24 juillet 2026.

#### **Article 4 – MESURES COMPENSATOIRES POUR LES ESPÈCES PROTÉGÉES**

Dans le délai prévu à l'article 1 du présent arrêté, la société ETS GRUNDER poursuit la mise en œuvre et le suivi des mesures compensatoires pour les espèces protégées lui incombant et plus particulièrement les mesures en faveur des amphibiens et des oiseaux.

#### **Article 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

##### 5.1. Dispositions diverses

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

##### 5.2. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société ETS GRUNDER.

##### 5.3. Information des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

##### 5.4. Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

##### 5.5. Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, et indépendamment d'éventuelles poursuites pénales, l'exploitant s'expose aux mesures de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

##### 5.6. Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la paix - BP 51038 – 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

#### 5.7. Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société ETS GRUNDER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Haguenau.

La préfète,



Josiane CHEVALIER